

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PHILIP J. IDENBURG

La surpopulation des universités et écoles supérieures et la tâche de la statistique

Journal de la société statistique de Paris, tome 75 (1934), p. 132-139

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1934__75__132_0

© Société de statistique de Paris, 1934, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

VARIÉTÉ

La surpopulation des Universités et Écoles supérieures et la tâche de la Statistique.

Dans sa pénétrante étude intitulée « *La Rébellion de las Masas* » (La rébellion des Masses), le philosophe et essayiste espagnol José Ortega y Gasset a fait le tableau des masses de notre temps présent. Son ouvrage n'a aucune tendance exclusive, car, partout, dans le domaine moral, spirituel, politique, économique et religieux, dans nos mœurs et coutumes, même dans le caractère de nos vêtements et de nos amusements, il voit la rébellion des masses. Nous en avons déjà la perception visuelle. « Les villes sont pleines par-dessus les bords de gens, les maisons de locataires, les hôtels d'hôtes, les trains de voyageurs, les cafés de visiteurs. Il y a trop de piétons dans les rues, trop de malades dans les chambres d'attente des médecins recherchés. Les théâtres et cinémas, qui ne restent pas en arrière auprès des autres, fourmillent de spectateurs ; les stations balnéaires sont remplies de baigneurs. Il y a un problème, inconnu jadis, qui se présente maintenant sans cesse : « Où trouver de la place ? »

Ces masses innombrables d'où viennent-elles ?

Eh bien ! Il y a un fait simple, qu'il ne faut jamais perdre de vue lors de l'étude des problèmes de nos jours. Le voici. Dès le début de l'histoire européenne, jusqu'à 1800 — donc pendant douze siècles — la population européenne n'a jamais compris plus de 180 millions de personnes. De 1800 à 1914 — période d'un peu plus d'un siècle — la population européenne monte de 180 à 460 millions.

Ce sont le XIX^e siècle et le commencement du XX^e qui ont produit ces masses.

Dans le présent article, nous n'allons pas nous occuper du problème de la naissance des masses dans toute sa signification culturelle. Nous nous dirigeons exclusivement vers les masses qui se bousculent à l'intérieur des Universités et Écoles supérieures en Europe et sur le marché du travail des professions universitaires. Si nous dépei-

gnons ce phénomène sous forme de problème européen, nous sommes conscients du fait que des phénomènes semblables se présentent dans des pays non européens. La Chine, le Japon, les Philippines en souffrent (1). Nous nous bornons cependant à traiter notre sujet sous son aspect spécifiquement européen. Et alors nous n'hésitons pas à dire que lors du développement dont il s'agit ici, l'avenir de la culture européenne y a un très grand intérêt. Ce serait une grave erreur de prétendre qu'il s'agit là exclusivement d'un groupe restreint de jeunes personnes, *in casu* d'étudiants. Il s'agit ici de l'existence de la classe entière des personnes qui ont fait leurs études et les conséquences de la surpopulation des établissements pour l'enseignement supérieur influent non seulement sur toute la vie culturelle, mais encore sur la vie politique, sociale et économique.

Les faits dont il s'agit sont les suivants :

Avant la guerre mondiale déjà, le nombre des étudiants dans les divers pays européens a montré un accroissement considérable. Après l'armistice cet accroissement a continué d'une manière progressive. Ci-après, nous donnons un aperçu du mouvement du nombre des étudiants dans certains pays.

Si les chiffres que nous indiquons sont comparables de tous points de vue, voilà une question dont nous parlerons encore à la fin du présent exposé.

Nombre d'étudiants (2).

| PAYS | 1910 | 1925 | 1932 |
|--|--------|--------|---------|
| Allemagne | 72.252 | 89.481 | 129.606 |
| Angleterre et Pays de Galles | " | 41.606 | 48.510 |
| Autriche | 36.373 | 20.962 | 24.301 |
| Belgique | 7.910 | 8.961 | 11.407 |
| Espagne | 16.016 | 31.561 | 35.717 |
| France | 41.190 | 58.507 | 78.674 |
| Hongrie | 14.021 | 16.097 | 16.053 |
| Italie | 27.747 | 45.518 | 51.108 |
| Norvège | 2.142 | 4.529 | 4.709 |
| Pays-Bas | 4.681 | 9.438 | 13.476 |
| Suède | 5.625 | 8.793 | 10.779 |
| Tchécoslovaquie | " | 28.997 | 34.468 |

Nous avons déjà signalé plus haut un rapport entre la naissance des masses et le mouvement des chiffres de la population. L'accroissement des masses dans les Universités et Écoles supérieures doit encore être rapporté au mouvement de la population; le tableau ci-après donne un aperçu du nombre des étudiants pour 1 million d'habitants.

Nombre des étudiants pour 1 million d'habitants.

| PAYS | 1910 | 1925 | 1932 |
|--|-------|-------|-------|
| Allemagne | 1.113 | 1.416 | 1.901 |
| Angleterre et Pays de Galles | " | 1.070 | 1.214 |
| Autriche | 1.273 | 3.157 | 3.615 |
| Belgique | 1.065 | 1.147 | 1.398 |
| Espagne | 803 | 1.408 | 1.516 |
| France | 1.040 | 1.436 | 1.881 |
| Hongrie | 671 | 1.913 | 1.848 |
| Italie | 774 | 1.196 | 1.226 |
| Norvège | 896 | 1.645 | 1.655 |
| Pays-Bas | 799 | 1.273 | 1.647 |
| Suède | 1.019 | 1.453 | 1.741 |
| Tchécoslovaquie | " | 2.036 | 2.325 |

(1) Paul MONROE, *The Sociological aspects of examination*, Revue Internationale de Pédagogie, ann. 1, p. 387-3.

(2) Les renseignements figurant dans les divers tableaux ont été empruntés aux *Annuaire s statistiques des pays en question*.

Ces chiffres prouvent que dans chacun des pays en question, il y a eu un accroissement du nombre des étudiants, lequel dépasse de beaucoup l'accroissement de la population. C'est cet accroissement relatif qui s'accorde avec des changements dans la structure de la population, qui nous montre le phénomène dans sa vaste signification.

En Autriche et Hongrie, le nombre des étudiants pour 1 million d'habitants et pour la période entière a augmenté respectivement de 184 % et 175 %. Les Pays-Bas montrent une augmentation de 106 %. Suivent alors l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Norvège et la Suède, avec un accroissement de 70 %-90 %.

Pour autant que l'examen se laisse faire, les autres pays n'atteignent pas d'accroissement aussi élevé.

Dans la plupart des pays le plus fort accroissement se produit dans la période 1910-1925. L'Allemagne et la Belgique y font exception.

Comment une telle situation est-elle née ?

En premier lieu, il y a une série de causes d'ordre économique et sociologique qui ont influé sur la marche de ce développement. Nous citons avant tout la hausse considérable du niveau de la prospérité dans les années d'avant-guerre et celle des premières années d'après guerre.

Les renseignements exacts qui ont été publiés à ce sujet ne sont pas abondants. Si nous consultons cependant les chiffres relatifs au revenu imposable en Angleterre, nous voyons que la prospérité de la population dans la période qui précède la guerre, a monté considérablement, même si nous tenons compte de la diminution du coût de la vie (1). Cela s'applique également à la production de marchandises destinées à la consommation en Allemagne (2) et à la production industrielle en France (3), lesquelles, toutes deux, en proportion de leur population aussi, montrent un accroissement considérable.

La reprise de la vie commerciale et industrielle a causé le développement d'une nouvelle classe moyenne. Celle-ci a trouvé son existence non seulement dans les bureaux, les fabriques, les entreprises commerciales, les assurances et les banques, mais encore, et surtout dans les services administratifs toujours croissants de l'État et des Communes. Le nombre des places de fonctionnaires a fortement augmenté. En Allemagne, le pourcentage des « Angestellten » dans la population ouvrière monta de 10 % à 12,5 % dans la période 1895-1907 et de 12,5 % à 16,5 % dans la période 1907-1925 (4). De grandes catégories de la classe ouvrière ont été incorporées dans les professions « moyennes ». La hausse du niveau des salaires a permis l'ascension aux études universitaires de certains milieux, dans lesquels, jadis, on ne songeait jamais à l'enseignement secondaire; cette démocratisation, commencée à l'école secondaire, s'est répandue dans les régions de l'enseignement supérieur. En Allemagne, les deux tiers environ des étudiants ont été recrutés dans les classes moyennes (5).

Il y a une certaine connexité entre ces phénomènes et l'exode rural. Dans la plupart des pays compris dans nos recherches, des phénomènes accentués de concentration de la population urbaine se sont présentés dans les cours des cinquante dernières années. Les villes, depuis une époque lointaine, centres de la culture, offrent aux masses détachées du sol la possibilité de participer à la vie intellectuelle. La surestimation de l'instruction acquise aux écoles et le manque de considération en ce qui concerne la valeur de la tradition familiale, des mœurs et de la vie en pleine nature, sont des phénomènes remarquables qui sont particuliers à la ville. L'extension de cette conception de la vie dans la population campagnarde, le désir du développement intellectuel qui y croît également, n'a fait que favoriser l'exode rural. Le développement des moyens de communication a en outre libéré la campagne de son isolement et a facilité la participation à la vie culturelle des centres.

(1) *Statistical Abstract of the Limited Kingdom et Abstract of Labour Statistics.*

(2) *Statistisches Jahrbuch für des deutsche Reich et Die Industriegewirtschaft der Welt. Sonderheft der Vierteljahrshäfte zur Konjunkturforschung.*

(3) *Annuaire statistique de la France.*

(4) *Statistik des Deutschen Reichs, Bd. 408.*

(5) *Deutsche Hochschulstatistik, 1932-1933.*

Parmi les facteurs sociologiques qui doivent être pris en considération, lors de l'étude de la surpopulation des Universités, il y a encore la modification de la position de la femme. Le nombre des étudiantes a — proportionnellement — augmenté considérablement dans les pays que nous venons de citer.

Le tableau suivant comprend quelques renseignements à ce sujet.

Nombre d'étudiantes.

| PAYS | 1910 | 1925 | 1932 |
|--|-------|--------|--------|
| Allemagne | " | " | 20.616 |
| Angleterre et Pays de Galles | " | 12.771 | 12.759 |
| Autriche | 948 | 2.334 | 3.998 |
| Belgique | " | " | 1.318 |
| Espagne | " | 2.149 | 2.246 |
| France | 5.380 | 12.241 | 20.193 |
| Hongrie | " | 1.986 | 2.193 |
| Italie | " | 6.276 | 6.705 |
| Norvège | " | " | " |
| Pays-Bas | 530 | 1.414 | 2.382 |
| Suède | " | 917 | 1.501 |
| Tchécoslovaquie | " | 2.888 | 4.590 |

L'accroissement du nombre d'étudiantes dépasse de beaucoup celui de la population totale des Universités et Écoles supérieures (1).

Nous avons déjà parlé plus haut des facteurs d'ordre culturel qui ont influé sur la marche du développement intellectuel. Nous songeons à la surestimation en ce qui concerne les connaissances positives, par opposition à la formation réellement scientifique. L'acquisition de certaines quantités de connaissance fut considérée comme l'accumulation d'un certain capital. L'une et l'autre devraient servir à permettre à leurs porteurs de s'emparer d'une place dans la société. On était d'avis que la connaissance c'était le pouvoir et on ne demandait pas mieux que de s'efforcer d'acquérir autant que possible sa précieuse possession pour soi-même et pour autrui.

Divers facteurs de l'organisation même de l'instruction ont favorisé ce développement. L'instruction qui faisait suite à l'enseignement des écoles élémentaires fut orientée beaucoup plus qu'il n'était désirable dans la voie des études abstraites et théoriques, tandis qu'il y avait un manque d'établissements pour la formation pratique. La lacune prouvée dans l'enseignement continué fut comblée par la création de nouvelles écoles qui préparaient aux études universitaires. Le diplôme de sortie garantissait à côté d'autres privilèges sociaux, le droit à l'enseignement supérieur et l'occasion qui, selon le proverbe, fait le larron, transforma en étudiants un grand nombre de personnes ayant suivi les cours des écoles secondaires.

Un système trop large de bourses et d'allocations y a souvent encore contribué.

Pendant la période de la hausse d'après guerre, les facteurs esquissés ont continué à stimuler les études dans les établissements d'enseignement supérieur.

Lorsque la renaissance de la vie économique se mit à marcher d'un rythme plus modéré et que la conjoncture extrême eut à céder sa place à une dépression, il en résulta de nouvelles causes d'augmentation du nombre des étudiants. Il est vrai que les écoles supérieures techniques et commerciales qui préparent directement à la vie économique ont éprouvé le malaise de la diminution de la prospérité, mais — comme l'ont démontré J. Conrad et Fr. Eulenburg dans leurs recherches approfondies pour les Universités allemandes — les situations défavorables favorisent toujours l'affluence aux Universités. Elles donnent un grand charme aux postes occupés par les fonctionnaires. Dans la vie industrielle, on perd confiance dans les bonnes perspectives; on doute que le soldat dans l'armée économique porte son bâton de maréchal dans son havresac. On désire une certaine mesure de sûreté et on s'arme de degrés et de titres dans la lutte pour obtenir un poste fixe.

(1) Pour le nombre actuel des étudiantes, voir : *Report of the Sixth Conference of the International League of University Women*. London, 1932.

D'autre part, dans cette période, les grands changements survenus dans la structure politique de l'Europe ont gravement dérangé les conditions des Universités et des Écoles supérieures. En France, le nombre des étudiants étrangers a subi une hausse considérable. Actuellement, il y a 16.777 étudiantes étrangères. En Autriche aussi, le nombre des étudiants étrangers a augmenté considérablement. En 1932, il y en avait 8.192. La modification des frontières de l'Autriche et de la Hongrie causa, il est vrai, une diminution énorme du chiffre de la population, mais, ainsi que nous l'avons vu, il n'a pas été question d'une diminution proportionnelle de la population des écoles supérieures.

Les années de crise que traverse le monde actuellement, ont montré clairement le manque de proportion qu'il y a entre la formation et l'offre d'occupation.

Nous estimons que l'idée de certaines personnes rendant la crise responsable de ce manque de proportion, ne fait pas justice aux phénomènes dont il s'agit ici. La surpopulation des établissements d'enseignement supérieur qui se présente dans un grand nombre de pays, est un phénomène de *structure* et non seulement de *conjoncture*. La crise a été la cause extérieure qui a porté une maladie trainante à la phase aigüe.

Il est hors de doute que la prospérité économique, dont nous avons parlé plus haut, a élargi considérablement le marché de l'emploi pour ceux qui ont été formés à l'Université. L'augmentation du nombre des étudiants en médecine et en droit, facultés qui ont subi le plus grand accroissement, a vraiment trouvé en partie sa justification dans des besoins sociaux nouveaux. Le terrain du débit pour les médecins a été élargi par de meilleurs soins apportés à la santé publique et une plus grande spécialisation dans les professions médicales. Pour de nombreux juristes, il y a eu des places dans les services de l'Administration publique, le commerce et les banques. Le grand développement de l'enseignement secondaire dans les divers pays a motivé le nombre croissant des étudiants dans les Facultés qui préparent aux fonctions de professeurs. Pour l'industrie, on a demandé des ingénieurs et des chimistes. Pour les économistes commerciaux, il y eut au début un débit suffisant.

Mais, graduellement, l'offre de ceux qui avaient fait leurs études dépassa de beaucoup la demande. L'académisation avait marché trop vite. En Allemagne il y a actuellement une demande annuelle de 30.000 gradués de l'Université en face d'une offre de 10.000 places (1). Sur trois d'entre eux, il n'y a que pour un seul la possibilité d'obtenir un poste. Dans quelques autres pays, que nous avons choisis, notamment en Autriche et Hongrie, la chance n'est pas plus favorable. L'Angleterre seulement, où les corps professionnels exercent une influence réglante sur le nombre des étudiants, y fait exception. Ailleurs, la crise accentue le manque de proportion d'année en année. Partout les Universités et Écoles supérieures se remplissent par-dessus les bords d'étudiants dits « d'embarras ». L'étude est devenue le palliatif du chômage. Et, de tous côtés, on s'aperçoit encore de la tendance à prolonger les études, afin d'avoir un diplôme qui offrira peut-être un avantage lorsqu'on s'en ira à la recherche du travail.

Le nombre de postes sociaux réservés à ceux qui ont fini leurs études, diminue plutôt que d'augmenter. Les fluctuations qui se produisent dans la sphère économique influent sur la sphère culturelle. La tâche de l'État doit se rétrécir; les fonctions dans le commerce et l'industrie sont supprimées; les professions libres ont subi la répercussion sensible de la prospérité diminuée.

Les effets de ce développement vont très loin.

Ils frappent en premier lieu les Universités et les Écoles supérieures elles-mêmes. Il n'est pas à nier que les études universitaires ne sont pas faites pour les grandes masses. Aussi se plaint-on dans plusieurs pays de la baisse du niveau de la population universitaire, et cela nuit à l'esprit dans lequel se font les études. Le travail scientifique doit se faire pour l'amour même du travail. Il ne doit pas être utilisé pour l'ascension de l'échelle sociale, ni pour des considérations d'ordre matérialiste. A présent dans bien des Universités européennes, l'accumulation des connaissances techniques est accentuée au détriment de la science réelle. Les étudiants portent la quantité de

(1) Reinhold SCHAIRER, *Die Akademische Berufenot*. Jena, 1932.

leurs études à leur plus grande capacité. Cela fait un tort considérable à la formation scientifique générale et à la qualité du travail à accomplir. C'est l'effet servant à l'utilité qui a une signification prépondérante lors de l'organisation des activités et l'enseignement supérieur menace de plus en plus de se mettre au niveau de l'enseignement professionnel. Ainsi l'Université en son essence est frappée de cette surpopulation. La mentalité changée se fait d'ailleurs sentir dans la façon dont on accepte la profession. Ce n'est ni la capacité, ni la préférence, ni la vocation non plus qui décide de la voie des études; ce choix est devenu une question de conjoncture.

Les établissements d'enseignement supérieur ne sont pas faits pour les études actuelles des masses. Les professeurs, tout au moins ceux qui enseignent les branches principales des Facultés, sont chargés de cours, d'examens et d'épreuves probatoires. Le temps leur manque pour leurs propres études scientifiques. Le contact entre professeurs et étudiants se perd de plus en plus. Dans presque tous les pays on se plaint de trop peu de place dans les salles des cours, aux laboratoires, et dans les bibliothèques. Les caisses publiques sont à peine capables de faire face aux charges croissantes.

Alors de graves anomalies sociales viennent encore s'ajouter aux effets précités. Il se forme une armée toujours augmentante de chômeurs universitaires. Son étendue n'est pas connue dans la plupart des pays. Pour l'Allemagne, on l'évalue à 60.000 et pour la Hongrie à 10.000 personnes. Nous y voyons un danger qui ne doit pas être mésestimé. Il est assez curieux qu'on ne s'en rende pas partout compte. Il arrive encore qu'on entend prononcer des paroles calmantes telles que : « Il y a un chômage dans toutes les professions : Dans ces circonstances, les études des chômeurs sont à considérer comme occupation peu nuisible, alors que le niveau intellectuel du peuple monte. » Il y a dans cette idée une méconnaissance des dangers que nous venons de signaler en ce qui concerne la surpopulation des Universités, et, aussi, une méconnaissance des résultats sociaux redoutables de la surpopulation des professions universitaires. Le gradué ne trouve pas le travail qui lui convient; il se sent déclassé. Celui qui se croyait destiné à devenir chef dans la vie sociale, se considère maintenant comme victime de cette même société. Quand même il réussirait à gagner son pain par le travail de ses propres mains, il restera en lui le sentiment rancunier de ce qu'il a été méconnu, répudié même. Il est trop content de prêter l'oreille à des prêcheurs révolutionnaires soit du côté gauche, soit du côté droit. De toutes ses forces et disposant d'expériences amères, et du dévouement total de son intellect, il vise l'image d'une nouvelle communauté, où tous ceux qui veulent travailler, trouveront une place convenable. Cette radicalisation de ceux qui ont fait leurs études signifie une grave menace de l'ordre et du repos sociaux. Quel est l'avantage de l'extension des connaissances universitaires? A quoi bon une abondance de science péniblement acquise, s'il manque l'occasion de l'utiliser d'une manière fructueuse?

Il faut d'ailleurs inscrire d'autres postes encore à la page du débit et c'est surtout pour les professions libres qu'on voit combien ils influent défavorablement sur la morale des classes. La lutte pour l'existence mène trop souvent à des conflits avec la morale. Ainsi, il arrive de plus en plus que les médecins et les avocats se prêtent à des actions qui ne sont guère compatibles avec l'honneur de leur classe.

Dans quelques pays, il y a même des indices que la lutte pour l'existence prend la forme d'une lutte entre les générations. Les plus jeunes personnes entrent dans la société et y cherchent leur subsistance, mais les personnes plus âgées tiennent toutes les places. Qu'elles les leur cèdent donc!

Ainsi il naît partout l'idée qu'un arrangement schématique n'est pas seulement nécessaire dans la vie économique, mais encore sur le terrain des phénomènes traités dans le présent exposé. On estime qu'il est injustifiable de permettre au développement que nous venons d'esquisser, d'avoir son cours. On s'efforce de régulariser la marche de la foule vers les Universités et les Écoles supérieures, par la conviction et au moyen de mesures répressives. De plus en plus, on se rend compte de ce qu'un Bureau bien organisé de renseignements sur le choix d'une profession est nécessaire pour ceux qui désirent faire leurs études. En outre, on connaît en Allemagne, Hongrie et Norvège (pour les médecins) un « numerus clausus » qui limite l'admission à toutes

les Facultés, ou à certaines d'entre elles. D'autre part, on s'efforce d'élargir pour les gradués par la baisse de la limite d'âge maximum dans les professions universitaires, la défense d'exercer plus d'une fonction à la fois et la création de places de volontaires et d'assistants.

La question s'est même posée de savoir s'il ne serait pas possible, ainsi qu'il l'a été fait pour la main-d'œuvre, de limiter la durée du travail pour les professions universitaires.

Lors de l'étude des phénomènes dont nous venons de parler et de la prise en considération de mesures pour éliminer et pour empêcher les disproportions qui se révèlent, on voit bien clairement le besoin impérieux de renseignements statistiques détaillés.

Sous ce rapport, nous songeons en premier lieu à des informations relatives à l'enseignement et naturellement c'est surtout l'enseignement supérieur qui y a une grande importance. Mais comme l'enseignement supérieur continue sur la base de l'enseignement secondaire, une bonne statistique de cette partie de l'enseignement est essentielle. Elle devra donner une bonne représentation du nombre de jeunes personnes se présentant annuellement munies d'un diplôme pour les études aux Écoles supérieures et aux Universités, ainsi que du nombre des nouveaux diplômés, auquel on a à s'attendre dans les années prochaines, en vue de l'occupation des années scolaires successives. La statistique des Universités et des Écoles supérieures devra indiquer les nombres des étudiants et des étudiantes proprement dits, ainsi que ceux des auditeurs, d'après la nationalité, l'âge, l'année de l'enregistrement et le diplôme qui leur donne le droit de suivre les cours ou de se présenter aux examens. En outre, il est nécessaire de connaître pour chaque étudiant non seulement à quelle Faculté il appartiendra, mais encore quelle voie il va suivre dans la Faculté. Il y a encore d'autres besoins aussi. Pour chaque objet d'études, il faudra fixer la durée moyenne et il faudra encore calculer combien d'étudiants finissent leurs études et combien d'entre eux y renoncent à un certain moment par suite de maladie ou de décès, d'un intérêt insuffisant ou par manque de succès et — dans le cas des étudiantes — à cause d'un mariage. Plus haut, nous avons signalé l'influence de la démocratisation et de l'amélioration des voies de communication sur l'affluence des étudiants. Sous ce rapport, il serait désirable d'établir de quel milieu social viennent les étudiants, de quelles indemnités sous forme de bourses et d'allocations ils jouissent et en quelle localité ils sont domiciliés. Il va de soi qu'une statistique exacte des examens ne doit pas faire défaut, afin de permettre qu'on se rende compte des nombres de gradués des deux sexes qui sont fournis à la société par chaque voie d'études. La statistique de l'enseignement supérieur dans la patrie de l'auteur (Pays-Bas) est actuellement réglée de façon à tenir à jour une fiche pour chaque étudiant, comprenant tous les renseignements susdits. Au bout de quelques années, ce système de fiches permettra qu'on y puise tous les renseignements dont on aura besoin pour l'étude de l'offre sur le marché du travail des intellectuels, et il sera en outre possible d'examiner quel rapport il y a entre la formation préparatoire et le milieu social d'une part, et les résultats des examens et la durée des études d'autre part.

La statistique de l'enseignement supérieur devra être complétée au moyen de renseignements relatifs aux professeurs, aux agrégés et aux assistants, aux salles des cours, aux laboratoires, aux bibliothèques, et *last not least*, au coût absolu par étudiant de chaque Faculté. Nous avons ainsi signalé le matériel qui est en premier lieu nécessaire pour l'étude du problème de la surpopulation.

Il y a encore le besoin d'une connaissance détaillée des fonctions qu'offre la société à des personnes formées à l'Université. La statistique des professions intellectuelles devra donner un aperçu du nombre des gradués d'après le sexe et la nationalité, la voie des études et des professions, de préférence réparti d'après les parties du pays (par exemple : villes, la campagne), où ils exercent leurs fonctions. A l'aide de ce matériel, il sera possible de calculer approximativement le besoin de remplacement qu'il y aura en moyenne chaque année. Pour les Pays-Bas, on est actuellement en train d'établir une statistique de ce genre au moyen des résultats du Recensement de 1930. Il va de soi qu'il est toujours fort difficile de donner à côté de ce besoin de remplace-

ment un calcul du besoin d'extension dans les différentes voies. Celui-ci dépend, à un haut degré, de facteurs économiques et sociaux, dont l'influence ne se laisse guère calculer avec exactitude. Pendant nos jours de dépression économique, il faudra d'ailleurs tenir compte pour quelques professions d'une nécessité de rétrécissement bien difficile à évaluer. Cela nous fait mettre le pied sur un terrain extrêmement spéculatif.

En attendant, il en est malheureusement ainsi que, dans la plupart des pays, les renseignements, mêmes qui se laissent le plus facilement observer, ne sont pas suffisamment interprétés par les publications. Ce fait a été signalé à plusieurs reprises et l'attention a été appelée sur la nécessité de préparer des statistiques relatives à la vie intellectuelle. Nous songeons à l'étude approfondie du Dr Friedrich Zahn, intitulée : *International Kultur Statistik* (1) et au *Rapport au nom de la Commission mixte de la Statistique Intellectuelle* (2) qui font le résultat de la collaboration de l'Institut International de Coopération intellectuelle et de l'Institut International de Statistique.

Si, à l'aide des exigences minima figurant dans ce Rapport, nous examinons les statistiques dans les divers pays, il reste encore beaucoup à désirer. Un aperçu régulier de la conjoncture du marché du travail des intellectuels est encore bien loin de se réaliser. Pour l'Allemagne, les premiers pas dans cette voie ont été faits par la *Volks-wirtschaftliche Zentralstelle für Hochschulstudium und Akademisches Berufswesen* (3). Cette organisation a publié une série d'études fort intéressantes sur la position sociale et économique d'un certain nombre de professions intellectuelles.

Dans le *Rapport* susdit présenté au nom de ladite Commission par M. Lucien March en tant que président, l'attention n'a pas seulement été appelée sur la nécessité de la réunion des renseignements statistiques en question, mais il été insisté aussi énergiquement sur l'utilité de la comparabilité internationale de ces renseignements. Eh bien, il en manque encore beaucoup. Quiconque s'est jamais efforcé de réunir les statistiques des étudiants d'une manière internationale, en sait quelque chose ! Le sens du mot étudiant diffère d'un pays à l'autre. Quiconque réunit les chiffres relatifs aux étudiants au moyen des annuaires de quelques pays, n'est point du tout sûr en le faisant, de réunir des grandeurs comparables. Les chiffres que nous avons donnés au début devront pour cette raison être acceptés sous certaines réserves. Ce n'est que par la voie d'une étude scrupuleuse de l'enseignement dans les divers pays, ainsi que par une bonne coopération entre les organismes auxquels ressortissent la réunion et la manipulation des renseignements statistiques, qu'il est possible d'aboutir à de bons aperçus internationaux. Cela ne s'applique pas seulement aux statistiques de l'enseignement supérieur, mais également aux statistiques des professions. Aussi est-il à applaudir que l'Institut International de Coopération intellectuelle, pour donner satisfaction au vœu de l'Institut International de Statistique émis, lors de sa dix-septième session au Caire (1927-1928), ait entrepris la tâche de la coordination des statistiques universitaires, après avoir trouvé M. Vincento Castrilli préparé à consacrer son énergie compétente à ce travail.

Les problèmes dont nous avons traité dans le présent exposé sont en premier lieu d'ordre national. Tout d'abord, ils devront être envisagés du point de vue restreint, mais il n'est pas à nier que notre économie mondiale s'est tellement développée que le sort de tel pays est tissé avec la marche des choses dans tel autre, dans ses causes, ainsi que dans la structure de la statistique internationale des intellectuels. Ainsi ce terrain comprend encore des travaux utiles et importants pour l'Institut International de Statistique.

Philip J. IDENBURG,
*Chef de la Section de la Statistique de l'Enseignement
au Bureau central de Statistique des Pays-Bas.*

(1) *Seizième Session de l'Institut International de Statistique*. Rome, 1925.

(2) M. L. MARCH, *Dix-septième Session de l'Institut International de Statistique*. Le Caire, 1928.

(3) *Untersuchungen zur Lage der Akademischen Berufe*. Berlin, 1932-1933.